

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

SOITEC

Société Anonyme au capital de 71 544 030 euros

Siège social : Parc Technologique des Fontaines - Chemin des Franques – 38190 Bernin – France
384 711 909 R.C.S. Grenoble**Avis de réunion valant Avis de convocation**

Les actionnaires de SOITEC (la « Société ») sont convoqués en Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire) le mercredi 29 juillet 2026, à 10 heures (heure de Paris), au Centre de conférences VERSO, situé 52, rue de la Victoire, 75009 Paris, France, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

ORDRE DU JOUR**Relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire :**

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice social clos le 31 mars 2026
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 mars 2026
3. Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 mars 2026
4. Nomination de Laurent Rémont en qualité d'administrateur pour une durée de trois ans
5. Nomination de Didier Fontaine en qualité d'administrateur pour une durée de trois ans
6. Renouvellement du mandat d'administrateur de Christophe Gégout pour une durée de trois ans
7. Renouvellement du mandat d'administratrice de Delphine Segura Vaylet pour une durée de trois ans
8. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux de la Société mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce
9. Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2026 à Frédéric Lissalde, ès qualité de Président du Conseil d'administration
10. Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2026 à Pierre Barnabé, ès qualité de Directeur Général jusqu'au 31 mars 2026
11. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration
12. Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration
13. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général
14. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société

Relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire :

15. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital social de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées
16. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations du capital social par émission d'actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital réservé aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de ces derniers
17. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions acquises par la Société dans le cadre de l'article L.22-10-62 du Code de commerce jusqu'à un maximum de 10 %
18. Modification de l'article 21 (Réunions des Assemblées) des statuts de la Société

TEXTE DES RESOLUTIONS**A titre ordinaire :****Première résolution – Approbation des comptes sociaux de l'exercice social clos le 31 mars 2026**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des comptes sociaux de l'exercice social clos le 31 mars 2026 ainsi que des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice social clos le 31 mars 2026 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, tels qu'ils ont été présentés, faisant apparaître une perte nette de 101 273 238,15 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 223 *quater* du Code général des impôts, l'Assemblée Générale approuve également le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code s'élevant à 129 691 euros au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2026 et qui ont généré une charge d'impôt estimée à 33 500 euros.

Deuxième résolution – Approbation des comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 mars 2026

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 mars 2026 ainsi que des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 mars 2026 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, tels qu'ils ont été présentés, faisant apparaître une perte nette part du Groupe de 220 023 milliers d'euros.

Troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 mars 2026

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice social, qui s'élève à un montant de 101 273 238,15 euros, au poste « Report à nouveau » créditeur, qui est ainsi porté de 881 256 100,02 euros à 779 982 861,87 euros.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Quatrième résolution – Nomination de Laurent Rémont en qualité d'administrateur pour une durée de trois ans

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer Laurent Rémont en qualité d'administrateur pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 2029.

Cinquième résolution – Nomination de Didier Fontaine en qualité d'administrateur pour une durée de trois ans

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer Didier Fontaine en qualité d'administrateur pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 2029.

Sixième résolution - Renouvellement du mandat d'administrateur de Christophe Gégout pour une durée de trois ans

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Christophe Gégout pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 2029.

Septième résolution – Renouvellement du mandat d'administratrice de Delphine Segura Vaylet pour une durée de trois ans

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat d'administratrice de Delphine Segura Vaylet pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 2029.

Huitième résolution – Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux de la Société mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34, I, du Code de commerce, les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux de la Société au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2026, mentionnées à l'article L. 22-10-9, I, dudit Code, telles que présentées dans la section 4.2.3 du Document d'Enregistrement Universel 2025-2026.

Neuvième résolution - Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2026 à Frédéric Lissalde, ès qualité de Président du Conseil d'administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34, II, du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2026 à Frédéric Lissalde, Président du Conseil d'administration, tels que présentés dans le deuxième tableau de la section 4.2.4 du Document d'Enregistrement Universel 2025-2026.

Dixième résolution – Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2026 à Pierre Barnabé, ès qualité de Directeur Général jusqu'au 31 mars 2026

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce,

approuve, en application de l'article L. 22-10-34, II, du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2026 à Pierre Barnabé, Directeur Général jusqu'au 31 mars 2026, tels que présentés dans le premier tableau de la section 4.2.4 du Document d'Enregistrement Universel 2025-2026.

Onzième résolution – Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-8, II, du Code de commerce, la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration de la Société, telle que présentée dans les sections 4.2.1 et 4.2.2.2 du Document d'Enregistrement Universel 2025-2026.

Douzième résolution – Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-8, II, du Code de commerce, la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration de la Société (non applicable au Président du Conseil d'administration, au Directeur Général et aux administrateurs représentant les salariés) telle que présentée dans les sections 4.2.1 et 4.2.2.3 du Document d'Enregistrement Universel 2025-2026.

Treizième résolution – Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-8, II, du Code de commerce, la politique de rémunération du Directeur Général de la Société, telle que présentée dans les sections 4.2.1 et 4.2.2.4 du Document d'Enregistrement Universel 2025-2026.

Quatorzième résolution - Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 22-10-62 et suivants, et L. 225-210 et suivants, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), du règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché, du règlement délégué (UE) 2016/1052 de la Commission du 8 mars 2016 et aux pratiques de marché admises par l'AMF ainsi qu'à toutes autres dispositions légales et réglementaires qui viendraient à être applicables, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la Société, à acquérir ou à faire acquérir des actions de la Société, notamment en vue :

- d'assurer la liquidité et animer le marché secondaire de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'AMF (telle que modifiée le cas échéant) ; ou
- de l'attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de l'émetteur ou d'une entreprise associée ; ou
- de la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société par remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la Société ; ou
- de la conservation et la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, étant précisé que le montant maximum d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital ; ou
- d'annuler ultérieurement, en tout ou partie, les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce et sous réserve de l'adoption par les actionnaires de la résolution n° 17 de la présente Assemblée Générale ; ou
- de permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché et, plus généralement, la réalisation d'opérations qui viendraient à être autorisées sous réserve d'en informer les actionnaires de la Société par voie de communiqué.

Les achats d'actions pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions acquises pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 5 % du capital social de la Société (soit, à titre indicatif, 1 788 600 actions, calculées sur la base du capital social au 27 mai 2026, s'élevant à 71 544 030 euros), à la date de chaque rachat, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, étant précisé que, s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 5 % correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % du capital social de la Société (soit, à titre indicatif, 3 577 201 actions, calculé sur la base du capital social au 27 mai 2026, s'élevant à 71 544 030 euros), ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale.

Ces achats d'actions pourront être opérés en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un intermédiaire systématique ou de gré à gré, y compris par offre publique ou transactions de blocs d'actions (qui pourront atteindre la totalité du programme). Toutefois, la Société ne recourra pas à des produits dérivés. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, conformément aux dispositions légales en vigueur, à l'exception des périodes d'offre publique visant les titres de la Société.

L'Assemblée Générale décide que le prix d'achat maximum par action est fixé à 200 euros¹ (hors frais d'acquisition), ce prix maximum n'étant applicable qu'aux acquisitions décidées à compter de la date de la présente Assemblée Générale. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, ou d'opération sur les capitaux propres, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient d'ajustement égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

L'Assemblée Générale constate, à titre indicatif, que sur la base du nombre d'actions composant le capital au 27 mai 2026, le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 357 720 000 euros (hors frais d'acquisition).

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, notamment passer tous ordres de Bourse, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les actions acquises aux objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables, fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, préparer tous documents et communiqués de presse, effectuer toutes publications et formalités requises et faire toutes déclarations appropriées auprès de toutes autorités et, généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation est valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée. Elle prive d'effet, à compter de ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet, et plus particulièrement la résolution n° 15 adoptée par l'Assemblée Générale du 22 juillet 2025.

À titre extraordinaire :

Quinzième résolution – Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 22- 10-49, L. 228-91 et L. 228-93, L. 225-135 à L. 225-138 et L. 22-10-51, L. 22- 10-52 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission, sans droit préférentiel de souscription, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92, alinéa 1, L. 228-93, alinéas 1 et 3, ou L. 228-94, alinéa 2, du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances), étant précisé que la libération de ces actions ordinaires et/ou autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, soit par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;

¹ Montant révisé à la hausse postérieurement à la publication du Document d'Enregistrement Universel 2025-2026, afin de prendre en considération l'évolution positive du cours de bourse de l'action Soitec.

2. décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;

3. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre et de réserver, dans le cadre de la présente résolution, le droit de souscrire à ces actions ordinaires et/ou valeurs mobilières aux catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes :
(i) établissements financiers ou fonds d'investissement ou autres véhicules de placement, de droit français ou de droit étranger, ayant vocation à accompagner à moyen terme des sociétés de croissance dans le secteur de la technologie ou investissant à titre habituel ou exerçant une part significative de leur activité dans le secteur de la technologie ou
(ii) prestataires de services d'investissement français ou étranger, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles de garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis ;

4. délègue au Conseil d'administration sa compétence pour fixer la liste précise des bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription et le nombre d'actions ordinaires et/ou valeurs mobilières à attribuer à chacun d'eux ;

5. constate et décide, en tant que de besoin, que cette délégation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires dont la liste aura été arrêtée par le Conseil d'administration, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires nouvelles auxquelles donneraient droit les valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution ;

6. fixe ainsi qu'il suit les limites des montants des émissions en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence :

a) le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra dépasser le plafond de 7 millions d'euros de nominal, ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que :

(i) ce plafond est commun à la présente résolution et aux résolutions n°s 18, 19, 22 et 23 adoptées par l'Assemblée Générale le 22 juillet 2025,

(ii) ce montant s'imputera sur le montant du sous-plafond global de 7 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. » de la résolution n° 18 de l'Assemblée Générale du 22 juillet 2025 ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'en tout état de cause, les émissions de titres réalisées dans ce cadre sont par ailleurs limitées conformément aux dispositions législatives applicables au jour de l'émission,

(iii) ainsi que sur le montant du plafond global de 35 millions d'euros de nominal visé au « 3. a. » de la résolution n° 17 adoptée par l'Assemblée Générale le 22 juillet 2025 ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation.

À ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société ;

b) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société susceptible d'être émis sur le fondement de la présente résolution ne pourra dépasser le plafond de 500 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant, majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair, s'imputera sur le montant du plafond global de 500 millions d'euros visé au « 3. b » de la résolution n° 17 adoptée par l'Assemblée Générale le 22 juillet 2025 ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation. Ce plafond est indépendant du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 228-36-A, L. 228-40, L. 228-92, alinéa 3, L. 228-93, alinéa 6, et L. 228-94, alinéa 3, du Code de commerce ;

7. décide que (i) le prix d'émission des actions ordinaires à émettre dans le cadre de la présente résolution ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières à émettre en vertu de cette même résolution, sera, au choix du Conseil d'administration, égal (x) au dernier cours de clôture de l'action de la Société lors de la dernière séance précédant la fixation du prix d'émission des titres à émettre avec une décote maximale de 10 % ou (y) au cours moyen de l'action de la Société sur le marché, pondéré par les volumes, lors des trois dernières séances de Bourse précédant la fixation du prix d'émission des titres à émettre avec une décote maximale de 10 % et (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible

d'être perçue ultérieurement par elle, soit pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix défini au (i) du présent paragraphe ;

8. fixe à treize (13) mois, à compter de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation, étant précisé qu'elle prive d'effet toute délégation de compétence de même nature adoptée antérieurement et plus particulièrement la résolution n° 20 de l'Assemblée Générale du 22 juillet 2025 ;

9. délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de décider les émissions susvisées et d'y procéder suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, ainsi que de surseoir à ces émissions.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Seizième résolution – Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations du capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de ces derniers

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, conformément d'une part aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 à L. 225-129-6, L. 225-138, L. 225-138-1, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce, et d'autre part, à celles des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, à l'émission, sans droit préférentiel de souscription, à titre onéreux ou gratuit, en France et/ou à l'étranger, d'un montant nominal maximum de 715 000 euros de nominal, par émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92, alinéa 1, L. 228-93, alinéas 1 et 3, ou L. 228-94, alinéa 2, du Code de commerce, donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à date fixe, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, au capital de la Société (y compris de titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créances), réservées aux adhérents d'un ou de plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents duquel les articles L. 332-18 et suivants du Code du travail permettraient de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) qui seraient mis en place au sein du Groupe constitué par la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société en application de l'article L. 3344-1 du Code du travail ; étant précisé que (i) le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond global de 35 millions d'euros de nominal visé au « 3. a » de la résolution n° 17 adoptée par l'Assemblée Générale du 22 juillet 2025 ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation (montant auquel s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société) et (ii) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances ou titres assimilés donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair et s'imputera, sans pouvoir le dépasser, sur le plafond global de 500 millions d'euros visé au « 3. b » de la résolution n° 17 adoptée par l'Assemblée Générale du 22 juillet 2025 ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente délégation ;

2. décide que le prix d'émission des actions nouvelles ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et sera, conformément à l'article L. 3332-19 du Code du travail, au moins égal à 70 % d'une moyenne des cours cotés de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la période de souscription à l'augmentation de capital réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, ou à 60 % de cette valeur lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans (le « Prix de Référence ») ; toutefois, l'Assemblée Générale autorise expressément le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires, afin de tenir compte, notamment, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement et des pratiques de marché ;

3. autorise le Conseil d'administration à attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre ou déjà émises, à titre de rémunération de tout ou partie de toute décote par rapport au prix de référence et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires en application des articles L. 3332-18 et suivants, et L. 3332-11 et suivants du Code du travail ;

4. décide de supprimer, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital dont l'émission fait l'objet de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs, en cas d'attribution à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués d'actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, à tout droit auxdites actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution gratuite desdits titres faite sur le fondement de la présente résolution ;

5. autorise le Conseil d'administration, dans les conditions de la présente délégation, à procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise telles que prévues par l'article L. 3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à un plan ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise visés à la présente résolution s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées, sans pouvoir le dépasser, sur le montant des plafonds visés au paragraphe 1 ci-dessus ;

6. délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de procéder aux émissions susvisées suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

- d'arrêter, dans les conditions légales, la liste des sociétés pour lesquelles les adhérents d'un ou de plusieurs plans d'épargne d'entreprise pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier, le cas échéant, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital attribuées gratuitement,
- de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires adhérents à un plan d'épargne ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
- de déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital,
- d'arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
- de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation de compétence et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive), les règles de réduction applicables aux cas de sursouscription ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
- de déterminer et de procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et de fixer toute autre modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),
- en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, de fixer la nature, les caractéristiques et le nombre d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire, et d'arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites légales et réglementaires en vigueur et notamment de choisir soit de substituer totalement ou partiellement l'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital aux décotes par rapport au Prix de Référence prévues ci-dessus, soit d'imputer la contre-valeur de ces actions sur le montant total de l'abondement, soit de combiner ces deux possibilités,
- en cas d'émission d'actions nouvelles attribuées gratuitement, d'imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions,
- de constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions souscrites (après éventuelle réduction en cas de sursouscription),
- le cas échéant, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital,
- de conclure tous accords, d'accomplir directement ou indirectement par mandataire toutes opérations, en ce compris de procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts et, d'une manière générale, de passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, de prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'admission aux négociations et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.

Cette délégation de compétence est valable pour une durée de 13 mois à compter de la présente Assemblée Générale, étant précisé qu'elle prive d'effet toute délégation de compétence de même nature adoptée antérieurement et plus particulièrement la résolution n° 25 de l'Assemblée Générale du 22 juillet 2025.

Dix-septième résolution – Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions acquises par la Société dans le cadre de l'article L.22-10-62 du Code de commerce, jusqu'à un maximum de 10 %

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants, et de l'article L. 225-213 du Code de commerce, à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par annulation de tout ou partie des actions acquises par la Société en vertu des autorisations données par l'Assemblée Générale au titre de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

À la date de chaque annulation, le nombre maximum d'actions annulées par la Société pendant la période de vingt-quatre (24) mois précédant ladite annulation, y compris les actions faisant l'objet de ladite annulation, ne pourra excéder 10 % des actions composant le capital de la Société à cette date, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour procéder aux opérations d'annulation et de réduction de capital en vertu de la présente autorisation, notamment arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités, imputer sur les primes et réserves disponibles de son choix la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale, affecter la fraction de la réserve légale devenue disponible en conséquence de la réduction de capital, et modifier en conséquence les statuts et, plus généralement, accomplir toutes formalités.

L'Assemblée Générale fixe à 18 mois, à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, étant précisé que cette autorisation prive d'effet toute autorisation conférée par une résolution de même nature adoptée antérieurement et, plus particulièrement, la résolution n° 16 de l'Assemblée Générale du 22 juillet 2025.

Dix-huitième résolution – Modification de l'article 21 (Réunions des Assemblées) des statuts de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 21 des statuts de la Société relatif aux Réunions des Assemblées, pour prévoir la possibilité de convoquer les actionnaires par tous moyens, dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 21 des statuts de la Société, comme suit :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p><u>Article 21 - REUNION DES ASSEMBLEES</u></p> <p>« [...]</p> <p>1- Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi.</p> <p>Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.</p> <p>La convocation est faite quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre recommandée ou par lettre simple adressée à chaque actionnaire.</p> <p>Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette seconde Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.</p>	<p><u>Article 21 - REUNION DES ASSEMBLEES</u></p> <p>« [...]</p> <p>1- Les Assemblées Générales sont convoquées par tous moyens, dans les conditions prévues par la loi et les règlements.</p> <p>Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.</p> <p>2 - L'ordre du jour de l'Assemblée figure sur l'avis de convocation ; il est arrêté par l'auteur de la convocation.</p> <p>[...] »</p>

<p>2 - L'ordre du jour de l'Assemblée figure sur les avis et lettres de convocation ; il est arrêté par l'auteur de la convocation.</p> <p>[...] »</p>	
--	--

Le reste de l'article 21 demeure inchangé.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général, dans les conditions prévues par la loi, à l'effet d'effectuer toutes les opérations et formalités liées ou consécutives à l'adoption de la présente résolution, en ce compris de procéder à toute modification statutaire utile pour donner effet à la présente résolution.

MODALITÉS DE PARTICIPATION ET DE VOTE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1. Formalités préalables à effectuer pour participer et voter à l'Assemblée Générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée Générale.

Les actionnaires devront justifier de l'inscription en compte de leurs actions au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, **soit le mercredi 22 juillet 2026 à zéro heure (heure de Paris)** :

- Pour l'actionnaire au nominatif (pur et administré) : Par l'inscription de ses actions dans le compte de titres au nominatif tenu pour la Société par son mandataire Uptevia (Service Assemblées Générales – Cœur Défense – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense cedex).
- Pour l'actionnaire au porteur : Par l'inscription de ses actions dans son compte de titres au porteur tenu par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité (ci-après, « l'Etablissement teneur de compte »). Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'Etablissement teneur de compte et annexée au formulaire unique de vote par correspondance ou de procuration, ou encore, à la demande de carte d'admission.

2. Modes de participation à notre Assemblée Générale

Les actionnaires peuvent participer à cette Assemblée Générale :

- soit en y assistant personnellement,
- soit en votant par correspondance ou par Internet (VOTACCESS),
- soit en donnant pouvoir, pour se faire représenter, au Président de l'Assemblée, à leur conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, à un autre actionnaire, ou à toute personne (physique ou morale) de leur choix dans les conditions prescrites par les articles L.225-106 et L.22-10-39 du Code de commerce, ou encore sans indication de mandataire.

Les actionnaires auront la possibilité de demander une carte d'admission, transmettre leurs instructions de vote ou encore désigner ou révoquer un mandataire par Internet ou par voie postale, dans les conditions décrites ci-après.

Le site Internet VOTACCESS sera ouvert, pour cette Assemblée Générale, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale, le vendredi 10 juillet 2026 à 12 heures (heure de Paris) et jusqu'à la veille de l'Assemblée Générale, **soit le mardi 28 juillet 2026 à 15 heures (heure de Paris)**.

Afin d'éviter tout encombrement éventuel du site Internet, il est recommandé de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour transmettre des instructions.

Lorsque l'actionnaire a demandé une carte d'admission, voté par correspondance ou envoyé un pouvoir, il ne peut plus choisir un autre mode de participation.

a) Les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

• Par Internet :

- Pour l'actionnaire au nominatif pur : l'actionnaire au nominatif pur devra se connecter à son Espace Actionnaire via l'adresse www.investors.uptevia.com, avec ses codes d'accès habituels rappelés sur le formulaire de vote qui lui aura été adressé, ou sur la convocation électronique s'il a opté pour ce mode de convocation. Lorsqu'il sera connecté à son Espace Actionnaire, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander sa carte d'admission.
- Pour l'actionnaire au nominatif administré : l'actionnaire au nominatif administré devra se connecter au site VoteAG à l'adresse www.voteag.com, avec les codes d'accès temporaires transmis sur le formulaire de vote qui lui aura été

adressé, ou sur la convocation électronique s'il a opté pour ce mode de convocation. Lorsqu'il sera connecté à VoteAG, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander sa carte d'admission.

- Pour l'actionnaire au porteur : l'actionnaire au porteur devra se renseigner auprès de son Etablissement teneur de compte afin de savoir s'il est connecté au site VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions particulières d'utilisation. Seuls les actionnaires au porteur dont l'Etablissement teneur de compte a adhéré au site VOTACCESS pourront faire leur demande de carte d'admission en ligne.
 - Si l'Etablissement teneur de compte est connecté à VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail web de son Etablissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels, puis cliquer sur l'icône qui figure sur la ligne correspondant à ses actions Soitec et suivre les indications à l'écran afin d'accéder à VOTACCESS et demander une carte d'admission.
 - Si l'Etablissement teneur de compte n'est pas connecté à VOTACCESS, l'actionnaire devra se référer aux modalités de demande de carte d'admission par voie postale décrites ci-dessous.

● **Par voie postale :**

- Pour l'actionnaire au nominatif (pur et administré) : l'actionnaire au nominatif qui n'a pas opté pour la convocation électronique recevra automatiquement un formulaire de vote joint à sa convocation. Il devra le compléter en précisant qu'il souhaite participer à l'Assemblée Générale et obtenir une carte d'admission, puis le renvoyer daté et signé à Uptevia à l'aide de l'enveloppe T jointe. S'il n'a pas reçu sa carte d'admission avant l'Assemblée, il est invité à se présenter le jour de l'Assemblée Générale directement au guichet prévu à cet effet, muni d'une pièce d'identité. Les demandes de carte d'admission effectuées par voie postale devront être réceptionnées au plus tard trois jours avant l'Assemblée Générale, **soit au plus tard le dimanche 26 juillet 2026**.
- Pour l'actionnaire au porteur : l'actionnaire au porteur devra demander à son Etablissement teneur de compte qu'un formulaire de vote lui soit adressé à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale et au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée (**soit au plus tard le jeudi 23 juillet 2026**). Il devra le compléter en précisant qu'il souhaite participer à l'Assemblée Générale et obtenir une carte d'admission, puis le renvoyer daté et signé à son Etablissement teneur de compte. S'il n'a pas reçu sa carte d'admission dans les cinq jours ouvrés précédant l'Assemblée, **soit le mercredi 22 juillet 2026**, il devra demander à son Etablissement teneur de compte de lui délivrer une attestation de participation.

b) Les actionnaires n'assistant pas personnellement à l'Assemblée Générale et souhaitant voter par correspondance devront procéder de la façon suivante :

● **Par Internet :**

- Pour l'actionnaire au nominatif pur : l'actionnaire au nominatif pur devra se connecter à son Espace Actionnaire via l'adresse www.investors.uptevia.com, avec ses codes d'accès habituels rappelés sur le formulaire de vote qui lui aura été adressé, ou sur la convocation électronique s'il a opté pour ce mode de convocation. Lorsqu'il sera connecté à son Espace Actionnaire, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter.
- Pour l'actionnaire au nominatif administré : l'actionnaire au nominatif administré devra se connecter au site VoteAG à l'adresse www.voteag.com, avec les codes d'accès temporaires transmis sur le formulaire de vote qui lui aura été adressé, ou sur la convocation électronique s'il a opté pour ce mode de convocation. Lorsqu'il sera connecté à VoteAG, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter.
- Pour l'actionnaire au porteur : l'actionnaire au porteur devra se renseigner auprès de son Etablissement teneur de compte afin de savoir s'il est connecté au site VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions particulières d'utilisation. Seuls les actionnaires au porteur dont l'Etablissement teneur de compte a adhéré au site VOTACCESS pourront voter en ligne.
 - Si l'Etablissement teneur de compte est connecté à VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail web de son Etablissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels, puis cliquer sur l'icône qui figure sur la ligne correspondant à ses actions Soitec et suivre les indications à l'écran afin d'accéder à VOTACCESS et voter.
 - Si l'Etablissement teneur de compte n'est pas connecté à VOTACCESS, l'actionnaire devra se référer aux modalités décrites ci-dessous pour voter par voie postale.

Seuls les formulaires électroniques de vote dûment complétés, signés, réceptionnés et confirmés par Uptevia **au plus tard la veille de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le mardi 28 juillet 2026 à 15 heures**, pourront être pris en compte.

- **Par voie postale :**

- Pour l'actionnaire au nominatif (pur et administré) : l'actionnaire au nominatif qui n'a pas opté pour la convocation électronique recevra automatiquement un formulaire de vote joint à sa convocation. Il devra le compléter en précisant qu'il souhaite voter par correspondance, puis s'exprimer sur chaque résolution en suivant les instructions mentionnées sur le formulaire. Il devra ensuite renvoyer le formulaire daté et signé à Uptevia à l'aide de l'enveloppe T jointe.
- Pour l'actionnaire au porteur : l'actionnaire au porteur devra demander à son Etablissement teneur de compte qu'un formulaire de vote lui soit adressé, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale et au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée (**soit au plus tard le jeudi 23 juillet 2026**). Il devra le compléter en précisant qu'il souhaite voter par correspondance, puis s'exprimer sur chaque résolution en suivant les instructions mentionnées sur le formulaire. Il devra ensuite renvoyer le formulaire daté et signé à son Etablissement teneur de compte.

Seuls les formulaires de vote dûment complétés, signés, réceptionnés et confirmés par Uptevia **au plus tard trois jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le dimanche 26 juillet 2026**, pourront être pris en compte.

c) Les actionnaires n'assistant pas personnellement à l'Assemblée Générale et souhaitant voter par procuration devront procéder de la façon suivante :

Les actionnaires peuvent donner une procuration au Président de l'Assemblée Générale ou à toute autre personne physique ou morale.

- **Par Internet :**

- Pour l'actionnaire au nominatif pur : l'actionnaire au nominatif pur devra se connecter à son Espace Actionnaire via l'adresse www.investors.uptevia.com, avec ses codes d'accès habituels rappelés sur le formulaire de vote qui lui aura été adressé, ou sur la convocation électronique s'il a opté pour ce mode de convocation. Lorsqu'il sera connecté à son Espace Actionnaire, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et désigner ou révoquer un mandataire.
- Pour l'actionnaire au nominatif administré : l'actionnaire au nominatif administré devra se connecter au site VoteAG à l'adresse www.voteag.com, avec les codes d'accès temporaires transmis sur le formulaire de vote qui lui aura été adressé, ou sur la convocation électronique s'il a opté pour ce mode de convocation. Lorsqu'il sera connecté à VoteAG, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et désigner ou révoquer un mandataire.
- Pour l'actionnaire au porteur : l'actionnaire au porteur devra se renseigner auprès de son Etablissement teneur de compte afin de savoir s'il est connecté au site VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions particulières d'utilisation. Seuls les actionnaires au porteur dont l'Etablissement teneur de compte a adhéré au site VOTACCESS pourront désigner ou révoquer un mandataire en ligne.
 - Si l'Etablissement teneur de compte est connecté à VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail web de son Etablissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels, puis cliquer sur l'icône qui figure sur la ligne correspondant à ses actions Soitec et suivre les indications à l'écran afin d'accéder à VOTACCESS et désigner ou révoquer un mandataire.
 - Si l'Etablissement teneur de compte n'est pas connecté à VOTACCESS, l'actionnaire devra se référer aux modalités décrites ci-dessous pour désigner ou révoquer un mandataire par voie postale.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment complétées, signées, réceptionnées et confirmées par Uptevia **au plus tard la veille de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le mardi 28 juillet 2026, à 15 heures (heure de Paris)**, pourront être prises en compte.

- **Par voie postale :**

- Pour l'actionnaire au nominatif (pur et administré) : l'actionnaire au nominatif qui n'a pas opté pour la convocation électronique recevra automatiquement un formulaire de vote joint à sa convocation. Il devra le compléter en précisant qu'il souhaite donner procuration au Président de l'Assemblée Générale ou à toute autre personne physique ou morale, et compléter les informations demandées. Il devra ensuite renvoyer le formulaire daté et signé à Uptevia à l'aide de l'enveloppe T jointe.
- Pour l'actionnaire au porteur : l'actionnaire au porteur devra demander à son Etablissement teneur de compte qu'un formulaire de vote lui soit adressé, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale et au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée (**soit au plus tard le jeudi 23 juillet 2026**). Il devra le compléter en précisant qu'il souhaite donner procuration au Président de l'Assemblée Générale ou à toute autre personne physique ou morale, et compléter les informations demandées. Il devra ensuite renvoyer le formulaire daté et signé à son Etablissement teneur de compte.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment complétées, signées, réceptionnées et confirmées par Uptevia **au plus tard trois jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le dimanche 26 juillet 2026**, pourront être prises en compte.

La notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être également effectuée par voie électronique, en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, résultant d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien de l'actionnaire avec le formulaire unique de vote, à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@uptevia.com. La notification devra préciser les nom, prénom, adresse de l'actionnaire et les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué ainsi que, pour l'actionnaire au nominatif pur, son identifiant Uptevia, et pour l'actionnaire au nominatif administré, son identifiant disponible auprès de son Etablissement teneur de compte.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée. Toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

Si l'actionnaire donne une procuration sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

En aucun cas l'actionnaire ne pourra retourner à la Société à la fois une notification de désignation de mandataire et le formulaire unique de vote. Si toutefois le cas se présentait, seule la notification de désignation de mandataire serait prise en considération.

Le mandat donné pour l'Assemblée Générale vaut pour les éventuelles assemblées successives qui seraient convoquées avec le même ordre du jour et est révocable dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

3. Demande de confirmation du vote

L'actionnaire peut demander à recevoir la confirmation de son vote :

- sur VOTACCESS en cochant la case correspondante. La confirmation du vote sera disponible dans le menu relatif à l'instruction de vote dans les 15 jours suivant l'Assemblée Générale ;
- par courrier adressé à Uptevia, dans les trois mois suivant l'Assemblée Générale. Uptevia y répondra au plus tard 15 jours après l'Assemblée Générale si la demande est reçue avant celle-ci et au plus tard 15 jours après la demande si elle est reçue après l'Assemblée Générale.

4. Cession d'actions

En cas de transfert de propriété des actions détenues par l'actionnaire avant le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, **soit avant le mercredi 22 juillet 2026 à zéro heure (heure de Paris)**, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance. À cette fin, s'agissant des actionnaires au porteur, l'Etablissement teneur de compte notifiera le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire Uptevia et lui transmettra les informations nécessaires.

5. Questions écrites

Tout actionnaire a la faculté d'adresser des questions écrites à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale.

Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante : à l'attention du Secrétariat Général, « AG 29 juillet 2026 » - Parc Technologique des Fontaines – Chemin des Franques – 38190 Bernin – France, ou par voie électronique à l'adresse suivante shareholders-gm@soitec.com, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, **soit au plus tard le jeudi 23 juillet 2026**.

Pour être prises en compte, elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. La réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site internet de la Société (www.soitec.com), dans la rubrique Investisseurs – Actionnaires & Analystes – Assemblées Générales – Assemblée Générale 2026. Une réponse commune pourra être apportée à plusieurs questions écrites dès lors qu'elles présenteront le même contenu.

6. Demande d'inscription de projets de résolutions ou de points à l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévue par les dispositions légales et réglementaires peuvent requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions dans les conditions des articles L.225-105, R.225-71 et R.225-73 du Code de commerce.

Les demandes doivent être envoyées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante : à l'attention du Secrétariat Général, « AG 29 juillet 2026 » - Parc Technologique des Fontaines – Chemin des Franques – 38190 Bernin – France, ou par voie électronique à l'adresse suivante shareholders-gm@soitec.com, et être réceptionnées au plus tard le 25^{ème} jour précédant la date de l'Assemblée Générale, **soit au plus tard le samedi 4 juillet 2026**.

La demande doit être motivée et accompagnée du texte des projets de résolutions, assorti d'un bref exposé des motifs.

Les auteurs de la demande justifient, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction de capital exigée par l'article R.225-71 du Code de commerce susvisé. La demande doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte.

L'examen des points ou projets de résolutions est subordonné à la transmission, par les auteurs, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte de leurs actions dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, **soit le mercredi 22 juillet 2026 à zéro heure (heure de Paris)**.

La liste des points ajoutés à l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions présentés par les actionnaires de la Société sera publié sans délai sur le site internet de la Société (www.soitec.com), dans la rubrique Investisseurs – Actionnaires & Analystes – Assemblées Générales – Assemblée Générale 2026.

7. Droit de communication

L'ensemble des documents relatifs à l'Assemblée Générale du 29 juillet 2026 prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce sera mis à disposition des actionnaires sur le site internet de la Société (www.soitec.com), dans la rubrique Investisseurs – Actionnaires & Analystes – Assemblées Générales – Assemblée Générale 2026, à compter du 21^{ème} jour précédant l'Assemblée Générale, **soit le mercredi 8 juillet 2026**.

Ainsi, conformément à l'article R. 225-76 du Code de commerce, seul le formulaire unique sera adressé aux actionnaires par voie postale, l'ensemble des autres documents préparatoires pouvant être consulté et téléchargé via le site internet indiqué ci-dessus.

Les actionnaires sont invités à consulter régulièrement cette rubrique du site internet de la Société afin d'avoir accès à toutes les informations à jour concernant l'Assemblée Générale et son organisation.

Conformément aux nouvelles dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce en vigueur, la Société se réserve le droit de répondre à une demande d'envoi de documents en renvoyant à son site internet.

Ces documents seront également consultables au siège social de la Société auprès du service *Corporate* et Droit Boursier, Parc Technologique des Fontaines - Chemin des Franques – 38190 Bernin - France.

8. Retransmission audiovisuelle

Conformément à l'article R. 22-10-29-1 du Code de commerce, l'Assemblée Générale fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct accessible le jour de l'Assemblée, sur le site internet de la Société (www.soitec.com) dans la rubrique Investisseurs – Actionnaires & Analystes – Assemblées Générales – Assemblée Générale 2026.

Par ailleurs, un enregistrement de l'Assemblée Générale sera mis en ligne au plus tard sept jours ouvrés à compter de la tenue de l'Assemblée (**soit au plus tard le vendredi 7 août 2026**) et demeurera accessible pendant une durée minimale de deux ans à compter de sa mise en ligne, depuis la rubrique du site internet de la Société ci-dessus.

Le présent avis vaut avis de convocation, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite de demande d'inscription de projets de résolutions par les actionnaires et/ou le comité social et économique.

Le Conseil d'administration